

**SUPERIOR COURT**  
(Class Action)

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL

NO: 500-06-000865-176

DATE: October 8, 2019

---

PRESENT: THE HONOURABLE PIERRE-C. GAGNON, J.S.C.

---

**MOSHE CHETRIT**

Representative Plaintiff

v.

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TOURAM**

Defendant

---

**JUDGMENT APPROVING PRE-APPROVAL NOTICES**

---

[1] **CONSIDERING** that on September 12, 2017, the Court authorized the class action on behalf of the group described below and stayed the present matter, including the notices to Class members, until a final and enforceable judgment to be rendered on the merits in the case of *Hurst v. Air Canada* (C.S.M. no.: 500-06-000756-151):

All consumers within the meaning of Quebec's Consumer Protection Act who, from April 19th to 20th, 2016 (the "Class Period"), purchased a vacation package (flight, hotel, or both) from Defendant, and who, after receiving a purchase confirmation from Defendant at the price which Defendant initially advertised, subsequently had their purchase cancelled by Defendant.

[2] **CONSIDERING** that on July 19, 2019, the Parties informed the Court that a settlement was reached in the present file;

[3] **CONSIDERING** the *Application for Approval of Notice to Class Members of a Settlement Approval Hearing* dated October 7<sup>th</sup>, 2019 (the "Application");

[4] **CONSIDERING** the proposed Transaction signed between the Representative Plaintiff and Touram respectively on September 25<sup>th</sup> and October 1<sup>st</sup>, 2019, filed *en liasse* in its English and French version as Exhibit A-1 (the "**Transaction**");

[5] **CONSIDERING** that pursuant to the Application, the Representative Plaintiff is asking the Court to approve notices informing the Class Members that the Transaction will be submitted to the Court for approval;

[6] **CONSIDERING** the proposed French and English versions of the pre-approval notice filed respectively *en liasse* as Exhibit A-2 in support of the Application;

[7] **CONSIDERING** articles 576, 579, 581 and 590 of the *Code of Civil Procedure*;

**FOR THESE REASONS, THE COURT:**

[8] **APPROUVE** la forme, le contenu et le mode de dissémination des avis aux Membres du Groupe, dans ses versions française et anglaise (Pièce A-2);

[8] **APPROVES** the form, content and mode of dissemination of the pre-approval notice to Class Members, in its French and English version (Exhibit A-2);

[9] **ORDONNE** la production au dossier d'une déclaration assermentée attestant que tous les avis aux Membres du Groupe ont été disséminés au plus tard le **15 octobre 2019** ( « Date de l'Avis » );

[9] **ORDERS** that an affidavit be filed in the record certifying that all notices to the Class Members were disseminated by **October 15, 2019** at latest ("Notice Date");

[10] **DÉCLARE** que les Membres du Groupe désirant objecter à l'approbation par le Tribunal de la Transaction devront procéder de la manière prévue dans l'avis de pré-approbation (Pièce A-2), au plus tard le **29 novembre 2019**;

[10] **DECLARES** that Class Members who wish to object to Court approval of the Transaction must do so in the manner provided for in the pre-approval notice (Exhibit A-2), on or before **November 29, 2019**;

[11] **DÉCLARE** que les Membres du Groupe décidant de s'exclure de l'action collective et de l'application de la Transaction devront transmettre un avis écrit confirmant leur décision de s'exclure du Groupe de la manière prévue dans l'avis de pré-approbation (Pièce A-2), au plus tard le **29 novembre 2019**;

[11] **DECLARES** that Class Members who decide to opt-out from the class action and the Transaction thereof may do so by delivering a written notice confirming their decision to opt-out of this class action, in the manner provided for in the pre-approval notice (Exhibit A-2), on or before **November 29, 2019**;

[12] **DÉCLARE** que les Membres du Groupe qui n'auront pas indiqué leur

[12] **DECLARES** that all Class Members who have not indicated their exclusion be

exclusion du Groupe seront liés par tout jugement à être rendu quant à la présente action collective, conformément à la loi;

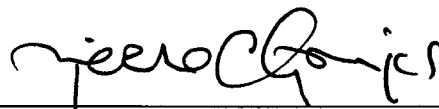
bound by any judgement to be rendered on the class action, in the manner provided for by the law;

[12] **FIXE** la présentation de la Demande pour approbation de la Transaction au **18 décembre 2019, à 9 h 30, en salle 2.08** du Palais de Justice de Montréal;

[12] **SCHEDULES** the presentation of the Application for Approval of the Transaction on **December 18, 2019, at 9:30 a.m., in room 2.08** of the Montréal courthouse;

[13] **LE TOUT**, sans frais.

[13] **THE WHOLE**, without costs.



---

PIERRE-C. GAGNON, j.s.c.

Mtre Joey Zukran  
*LPC AVOCAT INC.*  
Attorneys for the Representative Plaintiff

Mtre Simon J. Seida  
Mtre Robert Torralbo  
*BLAKE, CASSELS & GRAYDON*  
Attorneys for Société en commandite Touram

AVIS D'AUTORISATION ET DE RÈGLEMENT D'UNE ACTION COLLECTIVE  
AUTORISÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC

**Si vous avez fait l'achat d'un forfait vacances de la Société en commandite Touram (faisant affaire sous le nom Vacances Air Canada) les 19 ou 20 avril 2016 et que votre achat a été annulé peu de temps après, vous pourriez être membre d'une action collective.**

- Le 12 septembre 2017, la Cour supérieure a autorisé M. Moshe Chetrit (le « **Représentant** ») à exercer une action collective contre la Société en commandite Touram, faisant affaire sous le nom Vacances Air Canada (ci-après « **Touram** »), relativement aux forfaits vacances (vol, hôtel ou les deux) achetés par des consommateurs les 19 et 20 avril 2016 et annulés par Touram dans les jours suivants. Le Représentant est d'avis que Touram a enfreint la *Loi sur la protection du consommateur*. Les parties sont parvenues à un règlement avant d'aller à procès dans cette affaire. Touram nie avoir commis une faute, et aucun tribunal n'a conclu à une faute de sa part.
- **Le jugement ayant autorisé cette action collective et le règlement proposé peuvent affecter vos droits, que vous agissiez ou non. Veuillez lire attentivement cet avis.**

<b>Vos droits concernant cette action collective :</b>	
<b>S'EXCLURE</b>	Si vous vous excluez, vous ne recevrez aucun paiement si le règlement est approuvé par le Tribunal ou si le Tribunal rend une décision finale en faveur du Représentant. Cette option vous permet d'intenter votre propre poursuite contre Touram relativement aux forfaits vacances annulés identifiés dans cet avis.
<b>S'OPPOSER</b>	Si vous n'êtes pas d'accord avec le règlement proposé, vous pouvez vous y opposer et votre opposition sera prise en considération par le Tribunal au moment de décider si le règlement est approuvé ou non.
<b>NE RIEN FAIRE</b>	Si vous êtes membre de l'action collective et que vous êtes d'accord avec l'objet de l'action collective et le règlement proposé, vous n'avez rien à faire afin de participer à cette action collective et de recevoir un paiement si le règlement est approuvé par le Tribunal.

Ces droits - **et le délai pour les exercer** - sont expliqués dans le présent avis.

**DES QUESTIONS ?**

## **L'ACTION COLLECTIVE**

### **1. Pourquoi recevez-vous cet avis ?**

Le 12 septembre 2017, la Cour supérieure a autorisé le Représentant à exercer une action collective contre Touram. Ensuite, le Tribunal, sur justification, a accordé aux parties un délai avant d'accéder à la présente étape de l'action collective. Depuis l'octroi du délai, les parties sont parvenues à un règlement. Cet avis explique comment fonctionne l'action collective, qui sont les membres du groupe et quels sont leurs droits.

### **2. Qu'est-ce qu'une action collective ?**

Il s'agit d'une procédure judiciaire intentée par un individu appelé le « représentant » au nom de toutes les personnes qui sont confrontées à un problème similaire, appelées collectivement le « groupe ». Une action collective permet au Tribunal de statuer sur le litige concernant tous les membres du groupe, à l'exception de ceux ayant choisi de s'exclure. Dans cette action collective, M. Moshe Chetrit agit à titre de Représentant.

### **3. Quel est l'objet de cette action collective ?**

Le Représentant a intenté une action collective contre Touram relativement à l'annulation de forfaits vacances. Le Représentant soutient que Touram a contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en annulant des forfaits vacances (vol, hôtel ou les deux) après leur achat en raison d'une erreur de prix alléguée. Le Représentant allègue que Touram a manqué à son obligation d'honorer les forfaits vacances au prix annoncé. Touram nie avoir commis une faute, et aucun tribunal n'a conclu à une faute de sa part.

Cette action collective vise à obtenir un jugement ordonnant le paiement de dommages-intérêts compensatoires et punitifs qui seront déterminés ultérieurement.

## **LES MEMBRES DU GROUPE**

### **4. Qui est membre du groupe ?**

Vous êtes membre du groupe si vous êtes un consommateur, au sens de la *Loi sur la protection du consommateur*, qui a acheté un forfait vacances (vol, hôtel ou les deux) auprès de Touram les 19 ou 20 avril 2016 et qui, après avoir reçu une confirmation d'achat au prix initialement affiché, a vu son achat annulé par Touram.

### **5. Comment puis-je participer à cette action collective ?**

Si vous êtes membre du groupe et que vous êtes d'accord avec cette action collective contre Touram et le règlement proposé, vous n'avez rien à faire pour participer à cette action collective.

## **AUDIENCE D'APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT**

### **6. Quel est le règlement proposé ?**

L'entente de règlement prévoit ce qui suit, sous réserve de l'approbation du Tribunal :

1. Touram versera aux membres du groupe un montant maximal de 55 200 \$.

2. Les honoraires et les frais juridiques des Avocats du groupe, qui s'élèvent à 25 513,83 \$ (toutes taxes comprises), seront payés par Touram.
3. Chaque membre du groupe aura droit à un montant de 587,23 \$ pour chaque passager sur leur réservation de forfait vacances annulée, montant qui sera payé par chèque.
4. Touram versera au Représentant une indemnité de 2 500 \$.

L'entente de règlement et les documents relatifs à cette action collective sont disponibles au <https://lpclex.com/fr/vacances-air-canada/>

## **7. Quelle est la prochaine étape concernant le règlement proposé ?**

La Cour supérieure du Québec doit approuver l'entente de règlement avant son entrée en vigueur. Le Tribunal examinera les modalités de l'entente de règlement pour s'assurer qu'elles sont justes, raisonnables et dans le meilleur intérêt des membres du groupe.

L'audience d'approbation finale aura lieu le **18 décembre 2019 à 9 h 30** devant la Cour supérieure du Québec, au Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, Canada, dans la salle **2.08**. Lors de cette audience, le Tribunal entendra toute opposition déposée par les membres du groupe à l'égard de l'entente de règlement proposée, conformément aux délais et à la procédure énoncés ci-dessous. Les membres du groupe qui ne s'opposent pas au règlement proposé ne sont pas tenus d'assister à l'audience ou de prendre des mesures pour indiquer qu'ils ont l'intention d'être liés par celle-ci.

## **S'EXCLURE**

### **Cet avis constitue votre seule chance de vous exclure de l'action collective.**

## **8. Que se passe-t-il si je m'exclus ?**

Si vous décidez de vous exclure de l'action collective, vous conservez le droit d'intenter votre propre poursuite contre Touram relativement aux forfaits vacances décrits et vous ne serez pas lié par les jugements rendus par le Tribunal dans cette action collective. De plus, vous n'aurez **pas** droit à un paiement si le règlement est approuvé par le Tribunal ou si le Tribunal rend une décision finale en faveur du Représentant.

## **9. Que se passe-t-il si je ne m'exclus pas ou si je ne fais rien ?**

Si vous ne vous excluez pas de l'action collective ou si vous ne faites rien, vous aurez droit à un paiement si le règlement est approuvé par le Tribunal ou si le Tribunal rend une décision finale en faveur du Représentant. À ce titre, vous renoncez à votre droit d'intenter votre propre poursuite contre Touram relativement aux forfaits vacances décrits et vous serez lié par les jugements rendus par le Tribunal dans cette action collective.

## **10. Comment puis-je m'exclure ?**

Si vous ne désirez pas être partie à cette action collective, vous pouvez vous exclure en envoyant au greffier de la Cour supérieure une lettre signée contenant les renseignements suivants :

- Le numéro de dossier et le nom de l'action collective : 500-06-000865-176 (*Chetrit c. Société en commandite Touram*).
- Votre nom, votre adresse actuelle et votre numéro de téléphone.
- Votre déclaration : « Je suis un membre du groupe et je souhaite m'exclure de l'action collective ».
- Votre signature.

**Vous devez envoyer votre lettre par courrier recommandé, avec une copie par courriel aux Avocats du groupe, au plus tard le 29 novembre 2019 à l'adresse suivante :**

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
 Dossier : 500-06-000865-176  
 Palais de justice de Montréal  
 1, rue Notre-Dame Est, bureau 1.120  
 Montréal (Québec) H2Y 1B6

### **S'OPPOSER AU RÈGLEMENT PROPOSÉ**

#### **11. Que dois-je faire si je suis en désaccord avec le règlement proposé ?**

Si vous êtes en désaccord avec l'entente de règlement sans toutefois vouloir vous exclure de l'action collective, vous pouvez vous opposer à l'entente de règlement en transmettant une explication écrite au plus tard le **29 novembre 2019**, déposée auprès du Tribunal et des Avocats du groupe et/ou des avocats de Touram conformément au paragraphe 4a) de l'entente de règlement proposée et contenant les renseignements suivants :

- Un titre faisant référence à la présente instance (*Chetrit c. Société en commandite Touram - 500-06-000865-176*).
- Votre nom, votre adresse courante, votre numéro de téléphone et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom de ce dernier.
- Une déclaration selon laquelle vous avez acheté un forfait vacances pendant la période de temps décrite dans la définition du groupe du règlement.
- Une déclaration indiquant si vous avez l'intention de comparaître à l'audience d'approbation finale, en personne ou par l'entremise d'un avocat.
- Un exposé de l'opposition et des motifs à l'appui de l'opposition.
- Copies de tout document, mémoire ou autre documentation sur lequel l'opposition est fondée.
- Votre signature.

**Vous devez envoyer votre lettre par courrier recommandé, avec une copie par courriel aux Avocats du groupe, à l'adresse suivante :**

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
 Dossier : 500-06-000865-176  
 Palais de justice de Montréal  
 1, rue Notre-Dame Est, bureau 1.120  
 Montréal (Québec) H2Y 1B6

Veuillez noter que le Tribunal ne peut pas modifier les modalités du règlement. Toute opposition sera utilisée par le Tribunal pour déterminer s'il y a lieu d'approuver ou non le règlement.

## **LES AVOCATS DU GROUPE**

### **12. Qui sont les avocats qui travaillent sur cette action collective ?**

Le cabinet d'avocats LPC Avocat Inc. représente le Représentant et, par conséquent, les membres du groupe. Vous pouvez communiquer avec LPC Avocat Inc. en utilisant les coordonnées indiquées à la fin du présent avis.

### **13. Y a-t-il des frais pour les membres du groupe ?**

Vous n'avez pas à payer les avocats qui travaillent sur cette action collective. Les Avocats du groupe ont pris cette affaire en vertu d'une entente à pourcentage, et Touram paiera leurs frais juridiques et débours, sous réserve de l'approbation du Tribunal.

Si le règlement est approuvé par le Tribunal ou si le Tribunal rend une décision finale en faveur du Représentant, les avocats qui représentent le Représentant et le groupe seront payés, selon le cas, à même les dommages-intérêts accordés dans le cadre de l'action collective ou le montant du règlement. Le Tribunal sera appelé à se prononcer sur le caractère raisonnable des honoraires et des frais demandés par les Avocats du groupe.

## **POUR PLUS D'INFORMATION**

Si vous avez des questions, vous pouvez contacter les avocats du Représentant, le cabinet LPC Avocat Inc., par courrier, par courriel ou par téléphone. Votre nom et tout renseignement fourni demeureront confidentiels. Veuillez ne pas communiquer avec Touram, Air Canada, ni aucun des juges de la Cour supérieure.

**Me Joey Zukran**

**LPC Avocat Inc.**

5800 boulevard Cavendish, bureau 411

Montréal, Québec, H4W 2T5

Téléphone : 514-379-1572

Courriel : [jzukran@lpclex.com](mailto:jzukran@lpclex.com)

Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec.



NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION AND SETTLEMENT APPROVAL  
HEARING  
AUTHORIZED BY THE QUÉBEC SUPERIOR COURT

If you purchased a vacation package from Société en commandite Touram (d.b.a. **Air Canada Vacations**) on April 19-20, 2016 and your purchase was cancelled shortly thereafter, you may be a member of a class action.

- On September 12, 2017, the Superior Court authorized Mr. Moshe Chetrit (the "**Representative**") to undertake a class action against Société en commandite Touram, d.b.a. Air Canada Vacations (hereinafter "**Touram**") regarding vacation packages (flight, hotel, or both) purchased by consumers on April 19-20, 2016 and cancelled by Touram during the following days. The Representative believes that Touram breached the *Consumer Protection Act*. The parties reached a settlement before going to trial in this matter. Touram denies any wrongdoing, and no court has concluded to any wrongdoing by Touram.
- The judgment authorizing this class action and the proposed settlement may affect your rights, whether you take action or not. Please read this notice carefully.**

<b>Your Rights Regarding This Class Action:</b>	
<b>OPT OUT</b>	If you opt out, you will not receive any payment if the settlement is approved by the Court or if the Court grants a final decision in favour of the Representative. This option allows you to pursue your own lawsuit against Touram regarding the cancelled vacation packages identified in this notice.
<b>OBJECT</b>	If you disagree with the proposed settlement, you can object to it and your objection will be considered by the Court when deciding whether to approve the settlement.
<b>DO NOTHING</b>	If you are a class member and you agree with the purpose of this class action and the proposed settlement, you have nothing to do to participate in this class action and to receive a payment if the settlement is approved by the Court.

These rights – **and the deadline for exercising them** – are explained in this notice.

**QUESTIONS?**

Contact the law firm LPC Avocat Inc. at 514-379-1572  
or visit <https://lpclex.com/air-canada-vacations/>

## **THE CLASS ACTION**

### **1. Why are you receiving this notice?**

On September 12, 2017, the Superior Court authorized the Representative to bring a class action against Touram. Afterwards, the Court considered that it was justified to grant a postponement before proceeding to this step of the class action. Since the postponement, the parties have reached a settlement. This notice explains how the class action works, who the class members are, and what their rights are.

### **2. What is a class action?**

It is a legal procedure instituted by an individual called the "Representative Plaintiff" on behalf of everyone who faces a similar problem, called the "class". A class action allows the Court to rule on the dispute regarding all class members, except for those who choose to opt out. In this class action, Mr. Moshe Chetrit acts as the class Representative.

### **3. What is this class action about?**

The Representative instituted a class action against Touram regarding the cancellation of vacation packages by Touram. The Representative argues that Touram contravened the *Consumer Protection Act* by cancelling vacation packages (flight, hotel, or both) after their purchase due to an alleged pricing error. The Representative alleges that Touram failed in its obligation to honour the vacation packages at their advertised price. Touram denies any wrongdoing, and no court has concluded to any wrongdoing by Touram.

This class action seeks to obtain a judgment ordering the payment of compensatory damages and punitive damages to be later determined.

## **THE CLASS MEMBERS**

### **4. Who is a class member?**

You are a class member if you are a consumer, within the meaning of the *Consumer Protection Act*, who purchased a vacation package (flight, hotel, or both) from Touram on April 19-20, 2016 and who, after receiving a purchase confirmation at the price initially displayed, subsequently had your purchase cancelled by Touram.

### **5. How do I participate in this class action?**

If you are a class member and agree with this class action against Touram and the proposed settlement, you have nothing to do to participate in this class action.

## **SETTLEMENT AGREEMENT APPROVAL HEARING**

### **6. What is the proposed settlement?**

The Settlement Agreement provides for the following, subject to Court approval:

1. Touram shall pay to the class members a maximum amount of \$55,200.

2. Class counsel's legal fees and expenses of \$25,513.83 (inclusive of all taxes) will be paid by Touram.
3. Each class member will be eligible to obtain \$587.23, for each passenger on their cancelled vacation package reservation, which shall be paid by cheque.
4. Touram will pay the Representative an indemnity of \$2,500.

The Settlement Agreement and documents pertaining to this class action are available at <https://lpclex.com/air-canada-vacations/>

## **7. What is the next step regarding the proposed settlement?**

The Superior Court of Québec must approve the Settlement Agreement before it can take effect. The Court will review the terms of the Settlement Agreement to ensure that they are fair, reasonable and in the best interests of the class members.

The Final Approval Hearing will take place on **December 18, 2019 at 9:30 a.m.** before the Superior Court of Québec, at the Montreal Courthouse, 1 Notre-Dame Street East, in Montreal, Quebec, Canada in courtroom **2.08**. At this hearing, the Court will hear any objection filed by class members regarding the proposed Settlement Agreement, in accordance with the deadlines and procedure set forth below. Class members who do not oppose the proposed settlement are not required to attend this hearing or to take any action to indicate that they intend to be bound by it.

## **OPTING OUT**

**This is your only chance to opt out from the class action.**

## **8. What happens if I opt out?**

If you decide to opt out of the class action, you retain your right to institute your own lawsuit against Touram regarding the described vacation packages and you will not be bound by the judgments rendered by the Court in this class action. Also, you will **not** be entitled to receive a payment if the settlement is approved by the Court, or if the Court grants a final decision in favour of the Representative.

## **9. What happens if I do not opt out or if I do nothing?**

If you do not opt out of the class action or if you do nothing, you will be entitled to receive a payment if the settlement is approved by the Court, or if the Court grants a final decision in favour of the Representative. As such, you give up your right to institute your own lawsuit against Touram regarding the described vacation packages and will be bound by the judgments rendered by the Court in this class action.

## **10. How do I opt out?**

If you do not wish to be part of this class action, you can opt out by sending to the clerk of the Superior Court a signed letter containing the following information:

- The class action file number and name: 500-06-000865-176 (*Chetrit v. Société en commandite Touram*).
- Your name, current address and telephone number.
- Your statement: “I am a class member and I wish to opt out of the class action”.
- Your signature.

**You must send your letter by registered mail, with a copy by email to Class Counsel, by November 29, 2019 at the following address:**

Clerk of the Superior Court of Québec  
 File: 500-06-000865-176  
 Montreal Courthouse  
 1, Notre-Dame East Street, Suite 1.120  
 Montréal (Québec) H2Y 1B6

### **OBJECTING TO THE PROPOSED SETTLEMENT**

#### **11. What should I do if I disagree with the proposed settlement?**

If you disagree with the Settlement Agreement but you do not wish to opt out of the class action, you can object to the Settlement Agreement by delivering a written submission on or before **November 29, 2019**, filed with the Court and Class Counsel and/or Touram’s counsel in accordance with Section 4(a) of the proposed Settlement Agreement and containing the following information:

- A heading referring to this proceeding (*Chetrit v. Société en commandite Touram* – 500-06-000865-176).
- Your name, current address, and telephone number and, if represented by counsel, the name of your counsel.
- A statement that you purchased a vacation package during the period of time described in the settlement class definition.
- A statement whether you intend to appear at the Final Approval Hearing, either in person or through counsel.
- A statement of the objection and the grounds supporting the objection.
- Copies of any papers, briefs, or other documents upon which the objection is based.
- Your signature.

**You must send your letter by registered mail, with a copy by email to Class Counsel, at the following address:**

Clerk of the Superior Court of Québec  
 File: 500-06-000865-176  
 Montreal Courthouse  
 1, Notre-Dame East Street, Suite 1.120  
 Montréal (Québec) H2Y 1B6

Please note that the Court cannot change the terms of the settlement. Any objections will be used by the Court to consider whether to approve the settlement or not.

## **CLASS COUNSEL**

### **12. Who are the lawyers working on this class action?**

The law firm LPC Avocat Inc. represents the Representative, and therefore, the class members. You may contact LPC Avocat Inc. using the contact information found at the end of this notice.

### **13. Are there fees for the class members?**

You do not have to pay the lawyers working on this class action. Class counsel have taken this case on a contingency agreement, and Touram will be paying their legal fees and disbursements, subject to Court approval.

If the settlement is approved by the Court or if the Court grants a final decision in favour of the Representative, the lawyers representing the Representative and the class will be paid, as the case may be, from the damages awarded through the class action or from the settlement amount. The Court will be asked to decide the reasonableness of the fees and costs requested by Class Counsel.

## **FOR MORE INFORMATION**

If you have questions, you can contact the Representative's lawyers, the law firm LPC Avocat Inc., by mail, email or phone. Your name and any information provided will be kept confidential. **Please do not contact Touram, Air Canada, nor any of the judges of the Superior Court.**

**Mtre. Joey Zukran**

**LPC Avocat Inc.**

5800 Cavendish boulevard, Suite 411

Montréal, Québec, H4W 2T5

Telephone: 514-379-1572

Email: [jzukran@lpclex.com](mailto:jzukran@lpclex.com)

This notice has been approved by the Superior Court of Quebec.